



## EDITO

Alors que la France étouffe et qu'une canicule intense frappe de nombreux pays de l'hémisphère nord, Emmanuel Macron a profité du 14 juillet pour promouvoir le PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, au rang d'officier de la Légion d'honneur. Qualifié d'« immense doigt d'honneur au changement climatique » par une députée de l'opposition, cette décision, qui émane du Ministère de l'Economie et des Finances, en dit long sur le plus discret mais important soutien apporté par le gouvernement français au plus gros pollueur de France.

Loin d'être exhorté à réduire ses émissions de gaz à effet de serre et sa production d'hydrocarbures, TotalEnergies est très souvent appuyé par le gouvernement dans sa stratégie d'expansion pétrolière et gazière. La major ne peut plus bénéficier des garanties à l'export de l'Etat français pour ses projets d'énergies fossiles, mais elle peut toujours compter sur sa diplomatie économique. En effet, après avoir soutenu la major française dans son projet d'oléoduc de pétrole brut chauffé EACOP en Afrique de l'Est, Emmanuel Macron semble déterminé à aider Patrick Pouyanné à renforcer sa présence dans le gaz naturel liquéfié aux Etats-Unis.

Dernier fait en date, l'annonce jeudi dernier de la décision finale d'investissement pour le projet de terminal d'exportation de gaz de schiste liquéfié, Rio Grande LNG, situé au sud du Texas. C'est en juin que TotalEnergies a annoncé entrer dans ce projet très controversé qui contribuera à émettre autant que 44 centrales à charbon. Aucun hasard de calendrier ici : l'accélération du projet arrive quelques mois après la visite présidentielle organisée fin 2022 aux Etats-Unis et pendant laquelle Patrick Pouyanné a accompagné Emmanuel Macron.

Loin d'être anecdotique, ce dossier fait apparaître les divisions entre les acteurs politiques, économiques et financiers français quant à la posture à adopter face à l'expansion du gaz de schiste et son exportation. Les trois plus grandes banques françaises se sont engagées à ne pas le financer ; BNP Paribas a même fermé la porte dès 2017 à tout soutien au GNL américain. Mais alors que les banques prenaient progressivement le large, ce sont les entreprises françaises, ENGIE tout d'abord à travers un contrat d'importation de gaz puis TotalEnergies à travers un contrat d'importation et plusieurs prises de participation au projet, qui montent à bord.

Rappelons-nous, c'est en 2020 qu'ENGIE négociait la signature d'un premier contrat d'importation. Mais le gouvernement était intervenu pour s'y opposer, la fracturation hydraulique utilisée pour l'importation de gaz de schiste étant interdite en France. Trois ans plus tard, Emmanuel Macron a définitivement enterré toute velléité climatique, ENGIE et TotalEnergies ont signé plusieurs contrats d'importation de gaz de schiste, et la France est devenue la première destination du GNL exporté des Etats-Unis. Pire, alors que 43% des investisseurs privés actionnaires d'ENGIE votaient pour un renforcement de l'action climatique de l'entreprise lors de son assemblée générale en 2023, c'est bien l'Etat qui s'est opposé à leur adoption.

Le gouvernement français est en bonne voie de devenir la plus forte obstruction à l'action climatique du pays mais plusieurs opportunités législatives s'ouvrent, du projet de loi Industrie verte aux discussions sur l'adaptation, et représentent des opportunités à ne pas rater pour arracher des avancées. La fournaise estivale est là pour le rappeler, chaque dixième de réchauffement compte.

**Lucie Pinson,**  
**Directrice de Reclaim Finance**

## A NE PAS MANQUER

**Les gestionnaires d'actifs  
complices de l'expansion  
fossile**



L'analyse de leur action en matière climatique révèle qu'ils n'ont pas de politiques suffisamment robustes pour pousser les entreprises à ne plus développer de nouveaux projets fossiles.

[EN SAVOIR PLUS](#)



### **Devoir de vigilance : le jeu trouble de la France**

Une enquête de l'Observatoire des multinationales montre comment la France se plie aux desideratas de l'industrie de la finance pour affaiblir la directive européenne sur le devoir de vigilance.

[EN SAVOIR PLUS](#)



### **La place de Paris n'en a pas fini avec le charbon**

Reclaim Finance alerte sur la situation et appelle les parties prenantes à agir pour contraindre les acteurs financiers à revoir leurs pratiques de manière à tenir l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C.

[EN SAVOIR PLUS](#)

## **LA SÉLECTION DU MOIS**

### **Plusieurs banques centrales sommées de faire baisser les taux d'intérêt**

Activistes et ONG appellent les banques centrales européennes à mettre en place un mécanisme de prêt vert pour soutenir les projets de rénovation énergétique.

### **Nouveau pacte financier mondial : cessez de financer les énergies fossiles**

Neuf organisations, mobilisées depuis de nombreuses années saluent l'adoption du CSDDD en plénière mais déplorent les graves lacunes du texte.

### **L'outil d'évaluation de l'IIGCC ne respecte pas les normes net zéro**

L'IIGCC doit revoir son *Net Zero Standard for Oil and Gas* pour permettre aux institutions financières d'évaluer les plans climatiques des entreprises pétro-gazières.

### **CA100+ : une deuxième phase pas à la hauteur de l'urgence climatique**

Les évolutions proposées sont insuffisantes pour convaincre véritablement les entreprises de s'aligner avec une trajectoire visant à limiter le réchauffement à 1,5°C.

### **Les perles du greenwashing de l'épargne salariale**

Une majorité des fonds d'épargne salariale est exposée à des entreprises qui œuvrent à l'expansion fossile, pourtant incompatible avec l'urgence climatique.

## **LES DERNIÈRES POLITIQUES**

**AG2R LA MONDIALE avance dans la lutte contre l'expansion pétro-gazière**

## **SOUTENEZ RECLAIM FINANCE**

**FAIRE UN  
DON**

**Un don de 100€ revient à 34€  
après réduction fiscale.**



Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}. Vous recevez cette newsletter parce que vous vous êtes inscrit(e) à la liste de diffusion de Reclaim Finance.

**Se désinscrire**